



Le Sadoscope

Supplément au n°95

Novembre - décembre 1998

Sur la piste des loups...

Que de chemin les loups n'ont-ils parcouru et n'en ont-ils fait parcourir depuis la journée d'information tenue à Die le 11 décembre 1997 (cf. le supplément au n° 90 du Sadoscope) où éleveurs et naturalistes croisèrent leurs discours, dans l'émotion et la surprise de se retrouver face à face, tandis que l'Administration, la Chasse et la Forêt s'y taisaient.

Depuis, la confrontation s'est élargie. Le 15 juin dernier, un Comité consultatif national sur le loup s'installe dans une première réunion à laquelle participe, représentant officiellement l'Inra, Jacques Rémy, notre collègue de l'Unité Stepe. La Fnsea, le Cnja et la Fédération Nationale Ovine ayant quitté la salle en cours de route, l'Association nationale des élus de la montagne décide de réunir les organisations agricoles et forestières à l'Assemblée nationale le 7 juillet. Avec l'Union nationale des fédérations départementales de chasseurs, ces organisations publient le 9 septembre une déclaration commune intitulée : "Le pastoralisme n'est pas compatible avec le loup", et demandent un élargissement du Comité consultatif aux secteurs forestier et touristique. Le 15 octobre, jour de la "manifestation antiprédateurs" organisée à Lyon à l'initiative de la Fnsea, du Cnja et de la Fno, le Ministère de l'agriculture et le Ministère de l'environnement nomment un "Monsieur Loup", Pierre Bracque, Inspecteur général de l'agriculture, devant remettre un rapport le 15 janvier prochain. Silencieux jusque là, le "Chasseur français" fait la une de sa livraison de novembre avec un portrait du loup : "Bientôt partout ?". Il y est indiqué que la prédation par le loup est à même de réduire "les 200 millions de francs annuels que les sociétés de chasse payent pour rembourser les dégâts de certains ongulés". De leur côté, Michel Meuret et Jean-Paul Chabert alimentent le débat via un réseau de presse agricole rhône-alpin en rétorquant à des propos tenus par des responsables d'instances naturalistes par une position intitulée : "Retour du loup : ses protecteurs sont des éleveurs !". Ils soutiennent que le désir affiché d'accueillir une trentaine de meutes dans le pays est similaire à un projet d'installation en élevage. Les "éleveurs" de loups doivent ainsi prendre leurs responsabilités en se soumettant aux règles en vigueur (recensement de cheptel, contrôle d'origine génétique, surveillance sanitaire, assurance des disponibilités alimentaires).

Afin de pouvoir mieux apprécier la charge aussi bien théorique qu'émotionnelle de ce "problème d'environnement", nous vous proposons à présent une sorte de Courrier des lecteurs, faisant état des lettres reçues depuis la parution du Sadoscope n° 90. Nous le complétons par un papier à paraître où Christian Deverre, ne voulant pas se laisser prendre par le loup, appelle à briser les barrières inlassablement reconstruites entre mondes naturel et humain et à considérer la dynamique de leur ensemble comme relevant de choix et d'activités sociales.

Dernière minute...

Au pays même de la Convention de Berne, dans le canton suisse du Valais, les chasseurs viennent de tuer un jeune loup lors d'une battue aux renards...

Clément Gaubert - Fédération départementale ovine (Fdo) de la Drôme, Responsable Environnement

Co-organisateur de la Journée régionale d'information tenue à Die le 11 décembre 1998. Droit de réponse demandé en août 1998 à M. Meuret, J-P. Chabert et C. Deverre (Inra-Sad Avignon)

Je vous remercie pour l'envoi de votre article intitulé *"Entre brebis et loups..."*. Je tiens néanmoins ici à user du droit de réponse afin de vous faire part de deux rugosités, qui méritent un petit coup de papier de verre : D'abord, mon *"... opposition déterminée à un prédateur qui ..."* (page 2, paragraphe 2, ligne 8) et, phrase suivante *"... combien le parti anti-loup était dominant..."*. *"Opposants au loup, groupes de pression anti-loup"*, sont des expressions très utilisées en ce moment, et malheureusement dépourvues de toute nuance. S'il existe bien des opposants systématiques à *"la bête"*, l'éleveur, animalier par vocation et de formation, n'est pas forcément de ceux-là. Ce qui ne l'empêchera pas d'être déterminé à tout faire pour ne pas être atteint en plein cœur dans ce qui est sa raison d'exister. Entendez par là : aller jusqu'à demander l'enlèvement des loups, puisqu'aucune autre solution satisfaisante n'existe à l'heure actuelle. Je confirme ici ce que je vous ai déjà dit de vive voix : je revendique le droit de continuer à pratiquer mon métier en toute quiétude, et je vendrai mon troupeau dès la première attaque, car la situation induite par les loups n'a plus grand chose à voir avec une vie de berger.

Mes camarades syndiqués et moi-même passerons sur l'allusion au problème transhumants-sédentaires-brucellose (dans la même phrase) -monté parfois en épingle par certains folkloristes- et qui tend aujourd'hui à tomber dans le domaine du souvenir pour devenir une situation au cas par cas, pouvant concerner les départements d'accueil et de départ des transhumants, et éventuellement opposer moutons et vaches laitières. Nous reconnaissons cependant que l'arrivée des loups a atténué les sensibilités du passé. Ces détails n'ont pas grande importance. Par contre, le *"... débat (...) sans lequel il ne saurait y avoir émergence de techniques et de pratiques nouvelles adaptées à un espace en déprise, hétérogène et multifonctionnel, pour l'agri-environnement"* (bas de page 2) nous plonge dans un abîme de perplexité. Certains chercheurs de l'INRA auraient-ils, eux aussi, trouvé dans la confrontation loups-pastoralisme un gisement de recherche ? Il est vrai que les scientifiques font parfois froid dans

le dos des simples citoyens que nous sommes. Mais il est difficile d'imaginer les femmes et les hommes, avec qui nous collaborons sur le théâtre de nos activités, observant du haut de leur science leurs partenaires d'hier se débattre dans un combat douteux, et être touchés dans le fondement même de leur existence, tout cela au nom de la *"nécessaire adaptation du pastoralisme au loup"* édictée par Madame Gutt, avec la bénédiction du Ministère de l'Agriculture. Cet horrible doute est conforté par l'attitude du représentant de l'INRA [Jacques Rémy - NDLR] au Comité National de *"Concertation"*, tenu le 15 juin dernier. Car, admettre, comme il l'a fait, un zonage du pays, c'est déjà prendre parti, et c'est ne pas vouloir se poser d'abord les questions essentielles : - l'utilité des loups dans notre environnement, leur nécessité ; - l'incongruité patente de cet animal dans un contexte pastoral qui a évolué en fonction de son absence ; - les conséquences catastrophiques sur l'écosystème (voir compte-rendu du Comité Scientifique du Parc du Mercantour du 11 juin dernier) ; - la mauvaise foi évidente des pouvoirs publics, qui ont permis à l'intégrisme *"naturaliste"* de prendre la vie pastorale en otage.

Nous en sommes, pour notre part, encore à nous poser ces questions, et nous sommes persuadés que rien ne pourra évoluer tant que ces points n'auront pas été éclaircis ou remis en question.

Enfin, puisque vous demandez de l'aide dans votre phrase de conclusion, nous vous suggérons, comme piste de travail sur la déprise des espaces pastoraux, d'aller observer ce qui se passe dans les pays de l'Est, où les loups semblent constituer un facteur déterminant d'irréversibilité dans la désertification de villages entiers, ainsi qu'en Espagne, où l'activité ovine a disparu de certaines zones et où les loups sont abondants. Cette démarche serait parfaitement en phase avec la vocation de l'INRA en général et du SAD en particulier, car plus que jamais nous paraît important le *"A"* de INRA, outil de recherche au service de l'agriculture et, pour ce qui est de l'ordre du jour, de l'élevage.

Raphaël Larrère - Sociologue Inra-Esr, Unité Stepe, Ivry-sur-Seine

Extraits de la lettre qui nous fut adressée en mars 1998

Chers amis,
Bravo pour l'organisation de cette journée ! (...) Ce que vous en dites me fait regretter de n'avoir pu y assister avec mes grandes oreilles, un magnéto et quelques grilles de lecture. Pourtant le compte-rendu que vous en faites me met mal à l'aise, et je voudrais vous expliquer pourquoi.

1 - Pas besoin d'être grand clerc pour saisir de quel côté penche, sinon votre esprit, du moins votre coeur. Les " témoignages poignants " des éleveurs hostiles au loup contrastent avec le froid discours des scientifiques et le ridicule du président de FNE : c'est un morceau d'anthologie. Les données " scientifiques " explicitées sont celles qui confirment que le loup est un " nuisible " et que les éleveurs ne fantasment pas. Seul le caractère " exotique " de l'exposé de Sophie Bobbé est évoqué. Au vu de sa thèse, je pense qu'elle a dû expliquer que l'hostilité aux loups relève autant de l'imaginaire social que des dégâts réels qu'ils occasionnent. Vous ne traitez pas les camps (hétérogènes) en présence avec le même soin : dans votre compte-rendu, la souffrance des éleveurs (je ne nie pas qu'il y ait souffrance) est prise au sérieux (ce qui est parfaitement légitime), mais elle n'est pas

interrogée ; par contre les points de vue des protecteurs des loups ne sont ni interrogés ni pris au sérieux.

2 - Pour préciser mon propre point de vue, autant dire que je n'ai aucune sympathie particulière pour le loup, que je ne vois pas ce que son " retour " peut avoir d'enthousiasmant, et que les protecteurs des " grands prédateurs " (que j'ai côtoyés au sujet de l'ours) m'indisposent. Je suis convaincu qu'il nous faut analyser les composantes mythiques de leurs prétendus discours scientifiques. Et l'on saisit assez bien comment la protection des loups (ours ou lynx) est un point de vue social situé. Mais je revendique que soit appliquée une démarche parallèle (ou symétrique, selon Latour) pour interpréter l'attitude et les discours des éleveurs. Certes, ils protestent contre des dégâts bien réels ; on sait aussi que le " retour " du loup symbolise à leurs yeux la déprise et tout ce qui s'en suit. Mais, si la " pensée sauvage " est présente dans le discours des éthologues, écologues, écologistes et autres protecteurs, nous devons admettre qu'elle n'est pas non plus étrangère aux discours, et aux attitudes des éleveurs.



A ce sujet, justement, je me pose une question : pourquoi les éleveurs ne protestent-ils jamais, ou quasiment jamais, contre les chiens errants ? Ne peuvent-ils pas symboliser l'ensauvagement ? Ne passent-ils pas la frontière entre le sauvage et le domestique comme les loups-garous des fables ? Les ravages qu'ils occasionnent, ne sont-ils pas sans commune mesure, par leur ampleur, avec ceux qu'ont pu faire les quelques spécimens de loups, d'ours ou de lynx. (...) Pourquoi l'occultation du risque le plus fort et une mise en scène dramatisée du plus faible ?

3 - (...) Devant cette histoire d'éleveurs lycophobes et d'écolos lycophiles, j'aurais tendance à me demander : pourquoi tant de passion de part et d'autre ? Pourquoi ces gesticulations véhémentes des partisans de la cause du loup ? Pourquoi tout ce cinoche de la part de ceux qui veulent le bouter hors de l'hexagone ? J'imagine assez bien ce que Sophie Bobbé a dû dire à ce sujet. Mais je voudrais soumettre à votre critique quelques hypothèses complémentaires. Oh ! des hypothèses " du bout des doigts... ".

Les protecteurs :

On peut analyser l'étroite imbrication de croyances et de connaissances dans leurs discours (Sophie Bobbé l'a fait dans sa thèse, mais il conviendrait d'affiner en distinguant les différents maillons du réseau des protecteurs : scientifiques, militants écologistes, militants zoophiles, gestionnaires, etc.). Mais on doit aussi remarquer que cette imbrication s'exprime dans un discours scientifique. Et ce discours est arrimé à une discipline : l'écologie (avec des éléments d'éthologie). Or la plupart des militants demeurent prisonniers d'une conception de l'écologie (que je crois obsolète) focalisée sur les équilibres naturels. Dans cette écologie, l'homme est le grand perturbateur, le grand déstabilisateur de la nature. C'est pourquoi cette écologie (celle que je qualifie de synthèse odumienne) est cohérente avec la conception moderne qui pose l'extériorité de l'homme et de la nature. Sa traduction militante se contente d'en inverser les valeurs : elle oppose à l'humanisme un naturalisme aux forts relents misanthropiques. Cette conception conduit aussi à voir dans la déprise agricole - et dans le retour des grands prédateurs qui en découle - la restauration d'une harmonie naturelle que les hommes avaient malencontreusement détruite. En ce sens éleveurs et protecteurs ont un point de vue commun : le loup symbolise l'ensauvagement des campagnes. C'est en cela qu'il est désiré par les écolos, c'est pour cela qu'il est honni par les

éleveurs. (...) Compte tenu de l'origine sociale dominante des protecteurs du loup, cette valorisation du sauvage et cette misanthropie prennent la forme d'une défense du noble prédateur (souvenez-vous du livre intitulé : " Le retour des seigneurs ") contre la cupidité des vilains, c'est-à-dire des " peccs ". Et c'est sans doute aussi à ce mépris affiché que réagissent les éleveurs.

Les éleveurs :

(...) Trois remarques préliminaires, avant d'énoncer mon hypothèse complémentaire.

- S'il est une tradition paysanne, et une tradition bien ancrée, c'est celle de se poser en victime. Non seulement la terre est toujours trop basse et le temps pas bien fameux, mais la récolte est insuffisante (ou trop abondante) et tout est fait pour écraser le pauvre paysan : la politique agricole, l'Europe, le GATT, les impôts, le tourisme, les fonctionnaires, l'Inra, les socialos, les écolos, que sais-je encore... Le retour du loup est une occasion à ne pas manquer d'actualiser ce discours de victimisation. Après tout, ce peut être une situation quasiment confortable que d'être une victime : ça fait taire les contradicteurs et ça justifie toutes sortes de primes (faisant jouer la solidarité).

- J'admets que " l'oeil du paysan voit juste ". Mais que voit-il au juste ? Quelle est l'adéquation entre ce qu'il voit et la façon dont il l'exprime ? La rhétorique de la dénonciation des malheurs qui l'accablent n'introduit-elle pas une distorsion entre ce que voit l'oeil du paysan et ce qu'il dit voir ? (...) A quoi peuvent donc servir les anthropologues et les sociologues s'ils n'interprètent pas le regard et la parole des éleveurs ?

- Dans ce que j'ai pu entendre de ce que disent les éleveurs au sujet du loup (au travers de la presse, mais je sais que la presse sélectionne), il semble y avoir actualisation d'un autre discours traditionnel, plutôt rural que paysan. C'est cette façon d'opposer les " gens du lieu " aux " gens d'ailleurs ", les autochtones aux " étrangers " (voir ce que j'en ai dit avec Martin de la Soudière). Or le loup, c'est l'étranger. Il a passé clandestinement la frontière, et certains prétendent même qu'il nous vient des Balkans ravagés par la guerre. (...)

Venons-en maintenant au vif du sujet.

Si l'on prend au sérieux l'hypothèse (anthropologique) de l'intégration des animaux d'élevage dans la communauté domestique, et donc l'existence implicite d'un contrat de

domestication, les éleveurs ont non seulement le droit, mais le devoir de protéger leurs bêtes contre les prédateurs. L'intégration des animaux dans la communauté domestique est si ancienne que ce devoir (comme celui de prendre soin des bêtes) est inscrit dans l'éthique professionnelle des éleveurs. Or il se trouve que l'évolution des conduites d'élevage a incité les éleveurs à ne plus garder leurs troupeaux. La disparition des prédateurs les a conduits à ne plus entretenir de mâtins. Les troupeaux ne sont plus protégés aussi efficacement qu'ils pouvaient l'être jadis. On le voit avec les chiens errants. Diverses considérations font que ces éleveurs ne protestent pas contre les carnages dont les chiens errants sont responsables (parmi elles il y a bien sûr le fait que le chien

qui a pris le " goût du sang " est peut-être celui de l'éleveur lui-même). Focaliser la protestation sur le loup, réduire le geste de protection du bétail à l'éviction de cet animal sauvage et de cet intrus, est peut-être une manière de se disculper des concessions que l'éthique professionnelle a dû consentir à l'esprit du temps, c'est-à-dire à l'économie. Les éleveurs seraient d'autant plus véhéments dans leur dénonciation du loup (animal qu'ils ont de bonnes raisons de ne pas trouver sympathique) qu'ils savent plus ou moins clairement qu'ils ont failli à leur devoir d'éleveurs en livrant leurs troupeaux sans défense aux prédateurs nocturnes des chiens errants (qui quand ils n'erre pas sont de sympathiques animaux de compagnie).



Sophie Bobbé - Anthropologue, intervenante à la journée de Die

Extraits de la lettre qui nous fut adressée en mars 1998

Acroire qu'il en est de même des contes et des rencontres (...). Un conte-type et ses variantes, évoluant au gré des envies du conteur d'un côté et une rencontre et ses comptes-rendus construits en fonction des objectifs de leurs auteurs de l'autre. Qui a déjà expérimenté le travail de terrain et des

entretiens connaît ces multiples discours, ces regards qui varient selon la position socioprofessionnelle du locuteur. Donc des postures, des discours, des intérêts et des logiques d'acteurs parfois difficiles à relater notamment lorsque les enjeux sont grands. L'arrivée des loups dans la chaîne alpine fait

partie de ces sujets à haute teneur affective pour ne pas dire explosive. Il était une fois une réunion intitulée : " Dans un aménagement équilibré du territoire, y a-t-il une place pour les loups ? ", orchestrée (avec audace et courage) par la Fédération Départementale Ovine de la Drôme avec le soutien remarquable de l'Inra. La matinée est structurée autour de deux interventions d'un écologue et d'une anthropologue. Une salle comble regroupant des représentants des diverses tendances de l'écologie (notamment la FNE, le CORA et la Frapna), des représentants du monde cynégétique (chasseurs, lieutenants de louveterie...), des professionnels du monde pastoral et des représentants de leurs associations, des gestionnaires, quelques politiques, et bien d'autres. (...) Un après-midi au cours duquel des éleveurs du Mercantour nous racontent, avec passion, leurs expériences de cohabitation avec les loups suscitant ainsi des échanges avec la salle et des discussions animées.

De toute cette matière échangée au cours de cette réunion, les auteurs du compte-rendu publié dans le dernier numéro du Sadoscope ne retiennent que le point de vue des éleveurs, la question des dégâts et des indemnités. Or il me semble que d'autres discours se sont fait entendre, provenant d'autres acteurs sociaux et relatifs à la gestion de ce groupe de loups. (...)

Intervenants qui ont tenté de parler de la cohabitation populations humaines/loups autrement qu'en terme d'incompatibilité. On a notamment entendu des représentants de la Cause environnementale proposer d'engager un travail de réflexion et de collaboration avec ceux du milieu agro-pastoral. La question des

chiens de protection a été abordée. Une autre, tout aussi importante, a été évoquée : celle des chiens errants. Pourquoi ne pas en faire état ? On sait l'importance des dégâts des chiens errants. Curieusement cet acteur est maintenu dans l'ombre puisqu'il est sans cesse question du loup. Or il me semble qu'il y aurait fort à gagner en restituant le loup dans l'ensemble du bestiaire afin de saisir la place et la pression exercée par chacun de ces prédateurs sur le terrain. (...)

Enfin un dernier point a également été évoqué dont vous ne parlez pas, l'évolution des politiques de protection et de gestion environnementales de nos voisins espagnols au regard de la cohabitation des communautés rurales avec les grands prédateurs et au regard de l'expansion des loups. Cet éclairage avait le mérite de présenter, à partir d'un exemple précis, une gestion évolutive. Pourquoi ne pas en rendre compte ? Il n'y avait pas que des éleveurs dans la salle : alors à lire votre article on aurait tendance à croire que les autres participants ne se sont pas exprimés, ce qui ne fut pas le cas. (...) Il ne s'agit pas de regretter ne pas trouver mon discours sous votre plume (puisque après concertation avec vous ce fut le sujet de mon intervention) mais de regretter que votre compte-rendu ne prenne pas en compte, avec le même sérieux que le traitement que vous faites du discours du monde des éleveurs, les autres éclairages et positions discutés au cours de cette journée. Je ne vous jette nullement la pierre. Je sais combien il est difficile de se maintenir dans une position de bienveillante objectivité, je l'ai d'ailleurs largement expérimenté.



Christian Deverre - Anthropologue Inra-Sad, Unité d'Ecodéveloppement, Avignon

Le loup (le retour) et l'agneau (le dÉpart?)

Après quelques années de doutes et de controverses sur sa possible réintroduction volontaire, la cause paraît dorénavant entendue : le retour du loup dans le massif Alpin est un phénomène naturel. Le suprême prédateur a repris tout seul sa place d'espèce clé des écosystèmes montagnards. Son retour et son expansion rapide témoignent de la bonne santé retrouvée de la nature dans cette région, et sont dans le même temps les garants du rétablissement des équilibres entre les composantes de cette nature. Ils assurent la régulation future des fonctionnements écologiques.

Dès lors, pour les amis du loup, les obstacles qui freinent ce sain retour ne peuvent être que traités comme des entraves à cette harmonie naturelle en voie de rétablissement. Et l'hostilité des bergers à la présence du loup, la première et principale manifestation de son refus, ne peut être interprétée que comme la poursuite condamnable de la prétention humaine à remodeler l'univers en artifices productivistes. Les éleveurs montagnards, dont les proches ancêtres sont d'ailleurs responsables de la disparition temporaire de l'animal, sont dorénavant tenus de mieux respecter les fonctionnements écologiques et de s'y adapter

s'ils veulent continuer à être tolérés sur des territoires reconquis par la nature.

Cette argumentation, qui renouvelle en la renversant la barrière ontologique édifée depuis la Genèse entre l'homme et la nature, soulève néanmoins un certain nombre d'interrogations, tenant en particulier à la nature de cette nature que l'on vise à protéger, et dont le retour du loup serait le symbole.

La qualité retrouvée des espaces naturels dans lesquels revient l'animal serait d'abord due à l'allègement de la "pression anthropique", à l'amoindrissement de l'impact des activités humaines sur ces territoires; bref, elle serait la conséquence bénéfique de la "désertification" rurale, particulièrement sensible dans les régions montagnardes. Cependant, outre le fait que le phénomène de dépeuplement humain a peu à voir avec des lois naturelles et beaucoup plus avec les transformations de la géographie du capital et de la politique agricole, ces "déserts" montagnards sont-ils vraiment l'objet d'un abandon des attentions de la société ? Ne sont-ils pas seulement l'objet d'une transformation des ces attentions ? A côté des stations de ski et des chasses privées, les Parcs Nationaux, réserves et autres conservatoires naturels ont peu à peu remplacé les finages et communaux villageois,

mais ils sont loin d'être des sanctuaires où une nature sans hommes reprendrait seule ses droits. La mise en défens de ces territoires à certaines activités s'est accompagnée de multiples interventions tout aussi humaines: depuis les réintroductions de faune "sauvage" jusqu'aux plans de "gestion" de celle-ci, en passant par les suivis floristiques et faunistiques plus ou moins systématiques, les nombreuses réglementations régissant la chasse, la cueillette et la fréquentation des sites et leurs zonages correspondants, tous légitimés par des "listes rouges", directives et conventions nationales ou internationales. La nature qui s'est épanouie dans ces espaces protégés correspond à un mélange complexe entre des potentialités biologiques liées aux facteurs du milieu et des choix que leurs administrateurs ont fait au nom de la société, en notre nom.

Ce qui est paradoxal dans la situation actuelle, c'est que les administrateurs des choix sociaux de la nature se sont de manière croissante ces dix dernières années appuyés sur les activités pastorales pour accompagner les plans de gestion des territoires confiés à leurs soins. Ce sont à des éleveurs, transhumants ou locaux, qu'ont été largement confiées les tâches de maintenir l'ouverture de milieux favorables aux espèces végétales et animales fragiles et menacées par l'extension de la forêt; c'est à eux que l'on a demandé de contribuer à l'entretien des alpages et des mosaïques paysagères favorables aux ongulés sauvages comme aux grands rapaces. Au travers d'incitations financières comme les mesures agri-environnementales, les propriétaires de troupeaux domestiques ont été encouragés à reconquérir des espaces embroussaillés, pauvres en biodiversité et menacés par les incendies, et des bergers alimentent les charniers qui facilitent la réintroduction des vautours. Dans l'élaboration des futurs plans de gestion des sites du réseau Natura 2000, l'élevage se voit confier un rôle central dans tout l'arc Alpin, et en général dans toutes les zones montagnardes où l'on annonce l'inéluctable et prochaine réapparition des loups.

Les menaces que fait peser cette réapparition sur la poursuite sereine des activités pastorales encouragées au titre de la protection des espaces naturels, ne plongent-elles pas les naturalistes lycophiles dans le doute ? A moins, mais c'est bien sûr impossible, que certains d'entre eux n'établissent implicitement une hiérarchie dans leurs préférences naturelles, plaçant les grands prédateurs à un rang supérieur à celui des iris nains ou des gypaètes barbus ? Le loup, animal particulièrement adaptable à une grande variété d'habitats, peut subsister dans des zones presque entièrement

boisées, pourvu qu'elles accueillent aussi des ongulés, et il ne souffrirait pas spécialement de la disparition des chaînes trophiques liées aux espaces ouverts que les troupeaux domestiques contribuent à conserver. Mais, au regard des connaissances écologiques actuelles en matière de biodiversité et des inventaires internationaux des espèces et habitats protégés, comment la préservation d'un seul animal, certes répertorié dans la Convention de Berne, pourrait-elle se justifier sur ces territoires au détriment sans doute de dizaines d'autres espèces ?

Certes, peu de protecteurs du loup sont prêts à tenir un langage aussi radical. La grande majorité d'entre eux affirme sa volonté de réfléchir aux conditions de la cohabitation entre loups et troupeaux dans les espaces montagnards. Mais leurs propositions pratiques ne concernent que des aménagements des seules pratiques pastorales, rétablissant ainsi le fossé entre la vraie nature, celle sur laquelle on ne peut intervenir sans la dénaturer - ce qui amène à rejeter avec dégoût par exemple l'institution de réserves à loups dans certaines zones boisées-, et l'autre, l'anthropique, que l'on peut manipuler à souhait. Gardiennage plus actif, présence d'aides-bergers et de chiens de protection, confinement des troupeaux domestiques la nuit, sont ainsi proposés pour limiter les prélèvements des loups. Chacune de ces "solutions" pose, en sus des difficultés économiques de mise en oeuvre, de nouveaux problèmes écologiques (dégâts possibles des chiens au "reste" de la faune sauvage, érosion des sols et pollution des eaux causées par la concentration de ruminants confinés dans des parcs...). Et bien sûr, la "part du loup", même réduite, n'est jamais complètement exclue. Ce dernier élément, inéluctable dès lors que l'on se refuse à cantonner les prédateurs, est supposé pouvoir être réglé par le biais d'indemnités monétaires dont on discute si elles doivent être, comme aujourd'hui, distribuées selon le nombre de têtes prélevées, ou plus globalement forfaitaires, contractuelles. Et là encore, le fossé entre nature sauvage et nature domestique est inlassablement creusé: la relation proie-prédateur n'est pas traitée dans ce cas selon le modèle écologique de la concentration d'énergie sur une chaîne trophique, avec ses régulations propres, mais sur le mode dichotomique entre l'animal naturel, qui accomplit ses fonctions vitales, et l'animal domestique, ravalé au rang de simple marchandise, nié en tant qu'objet biologique, unité interchangeable avec de la monnaie. La partition s'accroît encore lorsque, alors que l'on affirme que l'unité de base de la vie sociale du loup est la meute, on nie de fait la réciprocité au troupeau domestique en ne prenant pas en compte les effets d'une attaque sur les ruminants témoins

survivants -blessures par bousculades, stress, insomnies, avortements.

Faut-il lire au travers de ces quelques remarques et interrogations un nouveau plaidoyer en faveur d'une ruralité archaïque opposée à la réhabilitation de la nature sauvage ? Sans doute, si l'on considère que leur auteur n'est pas insensible à la détresse humaine que provoque l'injonction faite à tout un groupe professionnel, beaucoup plus profondément attaché à ses animaux que les marchandisateurs ne le pensent, de se plier sans réagir aux "lois" d'un animal que, naguère, toute une culture abhorrait. Mais avant tout, mon souci est ici d'appeler à briser les constantes barrières que l'on tend inlassablement à reconstruire entre vraie nature et nature anthropique. C'est au nom de cette barrière que les plus dangereuses prédatrices humaines ont pu être faites au sein de ce qui n'était considéré que comme un réservoir de ressources plus ou moins illimitées. Mais le renversement complet de la perspective est tout aussi à craindre, celui qui attribue à la nature sauvage muette -et donc à ses porte-parole humains au nom de la connaissance révélée de ses "lois" et de ses impératifs- un poids supérieur à celui des agents humains et de leur nature domestique. Des loups, armés d'exemplaires de la Convention de Berne et dont le régime alimentaire estival est constitué en majorité de brebis ou de veaux, sont-ils vraiment plus sauvages que des herbivores choisissant leur menu entre les dizaines d'espèces d'herbes et d'arbustes que leur offrent les parcours montagnards, que leurs préférences changeantes façonnent année après année ? Le sort des uns et des autres, comme des territoires qu'ils fréquentent, ne peut être que de notre choix, consenti après un débat public sans hiérarchie, et non imposé par une quelconque destinée manifeste reposant sur une douteuse prédominance de la nature naturelle ou humaine. Ces deux natures sont inextricablement mêlées et leur opposition renouvelée ne peut que nous rendre successivement aveugles à nos responsabilités vis-à-vis de leur inéluctable conjonction.

Les photos viennent du site : <http://www.wolf.org/images/>.
Elles sont libres de droits.